

## Rénovation thermique et énergétique des bâtiments publics Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage

\*\*\*\*\*

### Entre

La commune du VAL représentée par **Monsieur Jérémy GIULIANO**, Maire, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n° ..... en date du ....., désignée ci-après par l'appellation "**la commune**",

N° de SIRET : **21830143000011**

### Et

Le **TE83** représenté par **Monsieur OLLAGNIER Michel**, son Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération n°51 du 8 octobre 2020, désigné ci-après par l'appellation "**le TE83**",

N° de SIRET : **25830274400044**

### Il a été convenu ce qui suit,

#### Article 1 - Objet

Au vu du fondement du Livre IV - Partie II du Code de la Commande Publique codifiant les dispositions de la loi MOP (relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) partiellement abrogée d'une part, et de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale d'autre part, la commune du VAL mandate le **TE83** par la présente convention pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de rénovation thermique et énergétique du bâtiment réalisés sous maîtrise d'ouvrage du **TE83**, opération identifiée comme suit :

Commune du VAL, Adresse : **5 Place de la libération** Nom : **Hôtel de Ville**

La commune participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions prévues dans sa délibération susvisée et dans l'Annexe Financière Prévisionnelle (AFP) spécifique à l'opération et jointe à la présente convention, et ce selon les modalités précisées à l'article 3 ci-après.

#### Article 2 - Contenu de la mission du TE83

La mission confiée au **TE83** par la commune pour cette opération porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Sélection des prestataires et passation des marchés : travaux et prestations associées, mission SPS ;
- Exécution des marchés, suivi et contrôle de l'activité des prestataires ;
- Gestion administrative et comptable de l'opération ;
- Gestion des contentieux avec les prestataires ;
- Valorisation des CEE concernant les travaux d'amélioration énergétique et thermique du bâtiment.

#### Article 3 - Modalités Financières

##### 3.1 Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le **TE83** après validation de la commune. Son montant est inscrit à l'Annexe Financière Prévisionnelle (AFP) jointe au présent document.

Dans le cas où au cours de l'opération, la répartition financière entre les parties conduirait à une majoration de 10% de la participation de la commune un avenant à la présente convention serait à passer, assorti d'une délibération de l'assemblée délibérante validant les termes de cet avenant.

### 3.2 Enveloppe financière définitive

L'enveloppe financière définitive est déterminée par le **TE83**, au coût réel, après solde de l'ensemble des prestations associées à l'opération. Le montant est inscrit à l'**Annexe Financière Définitive (AFD)** après établissement du Décompte Général Définitif (DGD) de l'opération.

### 3.3 Modalités de paiement

Les dépenses qui entrent dans le cadre de cette convention sont gérées selon le régime des opérations sous mandat « Opérations d'investissement ».

Les travaux réalisés pour le compte de tiers font l'objet d'un titre de recettes par le **TE83** dès les dépenses constatées au **compte 4582**, la **commune** inscrit les prévisions budgétaires au **2315 « Opérations d'investissement »**.

Les appels à contribution de la **commune** sont réalisés à l'occasion de chaque dépense constatée et réglée par le **TE83**.

## Article 4 - Modalités de contrôle financier et comptable

La **commune** et ses agents pourront demander à tout moment au **TE83** la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

## Article 5 - Modalités de contrôle administratif et technique

La **commune** se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elle estime nécessaires. Le **TE83** devra donc laisser libre accès à la **commune** et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers. Toutefois, la **commune** ne pourra faire ses observations qu'au **TE83** et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

### 5.1 Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le **TE83** est tenu d'appliquer les règles applicables à la **commune**, figurant au Code de la Commande Publique.

Pour l'application du Code de la Commande Publique, le **TE83** est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le Code de la Commande Publique attribue à la **commune**.

### 5.2 Approbation des avant-projets

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le **TE83** est tenu de solliciter l'accord préalable de la **commune** sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la **commune** par le **TE83** accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

La **commune** devra notifier sa décision au **TE83** ou faire ses observations dans le délai de 15 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

### 5.3 Accord sur la réception des ouvrages

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le **TE83** est tenu d'obtenir l'accord préalable de la **commune** avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le **TE83** selon les modalités suivantes.

Avant les opérations préalables à la réception prévues à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (approuvé par décret n° 76-87 du 21 janvier 1976, modifié), le **TE83** organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront la **commune**, le **TE83** et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par la **commune** et qu'elle entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le **TE83** s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le **TE83** transmettra ses propositions à la **commune** en ce qui concerne la décision de réception. La **commune** fera connaître sa décision au **TE83** dans les vingt jours suivant la réception des propositions du **TE83**. Le défaut de décision de la **commune** dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du **TE83**. Le **TE83** établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée à la **commune**.

La réception emporte transfert au **TE83** de la garde des ouvrages, il en sera libéré dans les conditions fixées à l'article 6.



## Article 6 - Mise à disposition du maître de l'ouvrage

Les ouvrages sont mis à la disposition de la **commune** après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le **TE83** ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si la **commune** demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Dans ce cas, il appartient au **TE83** de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux. Le **TE83** reste tenu à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la **commune** et du **TE83**. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition d'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la **commune**. Le **TE83** ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

## Article 7 - Durée de la convention

La présente convention financière est réputée effective à réception par le **TE83** de la délibération susvisée, de la présente convention et de son annexe financière "prévisionnelle" dûment signées des deux parties. Elle s'achève après règlement définitif au **TE83** de la part communale, au terme de l'opération.

**La convention et son annexe mentionnées ci avant sont dûment signées par le Maire.**

## Article 8 - Clauses diverses

Dans le cas où il serait nécessaire d'apporter des modifications à la présente convention, un avenant ou une nouvelle convention devra être conclu préalablement à la mise en œuvre des modifications afférentes.

Les frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge des parties qui entendraient soumettre la présente convention à d'éventuelles formalités administratives complémentaires.

## Article 9 - Rémunération du TE83

Pour l'exercice de sa mission, le **TE83** percevra une rémunération soumise à TVA fixée à 5% du montant HT des travaux.

Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au **TE83** par sa mission pour la réalisation de l'opération.

Pénalités applicables : sans objet.

## Article 10 - Capacité d'ester en justice

Le **TE83** pourra agir en justice pour le compte de la **commune** jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le **TE83** devra, avant toute action, demander l'accord de la **commune**.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du **TE83**.

## Article 11 - Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait en 2 exemplaires à BRIGNOLES, le .....

Pour " le bénéficiaire "

Le Maire,  
Jérémy GIULIANO

Pour "le TE83"

Le Président,  
Michel OLLAGNIER

## ANNEXE FINANCIERE PREVISIONNELLE TE83

Commune :	Le Val
Opération :	Hôtel de Ville
Adresse :	5 Place de la Libération

I - Estimation des travaux de rénovation thermiques	Cout prévisionnel en € HT	TVA	TTC	Rémunération HT TE83 (5% montant HT des trvx)	Part Commune hors aides et subventions	Estimation CEE
Relamping LED	11 000,00 €	2 200,00 €	13 200,00 €	550,00 €	13 750,00 €	- €
Horloge Ventilation	600,00 €	120,00 €	720,00 €	30,00 €	750,00 €	- €
Isolation des combles	42 000,00 €	8 400,00 €	50 400,00 €	2 100,00 €	52 500,00 €	1 705,70 €
Isolation des murs non isolés par l'intérieur	53 500,00 €	10 700,00 €	64 200,00 €	2 675,00 €	66 875,00 €	1 394,76 €
Menuiseries DV Bois	51 000,00 €	10 200,00 €	61 200,00 €	2 550,00 €	63 750,00 €	332,56 €
CTA Double Flux Thermodynamique	135 000,00 €	27 000,00 €	162 000,00 €	6 750,00 €	168 750,00 €	1 087,42 €
GTB	15 000,00 €	3 000,00 €	18 000,00 €	750,00 €	18 750,00 €	561,44 €
Aléas	30 810,00 €	6 162,00 €	36 972,00 €	1 540,50 €	38 512,50 €	- €
<b>Total Travaux</b>	<b>338 910,00 €</b>	<b>67 782,00 €</b>	<b>406 692,00 €</b>	<b>16 945,50 €</b>	<b>423 637,50 €</b>	<b>5 081,89 €</b>

III - Estimation maîtrise d'œuvre et contrôle des ouvrages	Cout prévisionnel en € HT	TVA	TTC	Rémunération TE83 HT (5% montant HT des trvx)	Part Commune hors aides et subventions	Estimation CEE
Maîtrise d'œuvre - APS/APD/PRO/ACT/EXE/DET/OPC/OPR	31 179,72 €	6 235,94 €	37 415,66 €	- €	37 415,66 €	- €
coordonateur SPS	1 650,00 €	330,00 €	1 980,00 €	- €	1 980,00 €	- €
Contrôles techniques des ouvrages	1 820,00 €	364,00 €	2 184,00 €	- €	2 184,00 €	- €
Huissier	450,00 €	90,00 €	540,00 €	- €	540,00 €	- €
Autres études (géomètre/DTA)	7 000,00 €	1 400,00 €	8 400,00 €	- €	8 400,00 €	- €
<b>Total MOE et contrôle des ouvrages</b>	<b>34 649,72 €</b>	<b>6 929,94 €</b>	<b>41 579,66 €</b>	<b>- €</b>	<b>41 579,66 €</b>	<b>- €</b>

Montant Total de l'opération	Cout prévisionnel en € HT	TVA	TTC	Rémunération TTC TE83 (5% montant HT des trvx)	Part Commune hors aides et subventions	Estimation CEE en € (6€/kWhcumac)
	373 559,72 €	74 711,94 €	448 271,66 €	20 334,60 €	465 217,16 €	5 081,89 €

Montant total TTC de l'opération	448 271,66 €	Taux subv. totale sur montant Trvx HT
Rémunération TTC TE83 5% montant HT des travaux	20 334,60 €	
Subvention DSIL / Fonds Vert	208 000,00 €	61,37%
Subvention Ademe	- €	Taux subv. totale sur montant total HT
Subvention Région	- €	
Part Commune avec les aides	260 606,26 €	55,68%
Estimation de la valorisation des CEE	5 081,89 €	Taux du reste à charge sur le montant total TTC
FCTVA 16%	71 723,47 €	
Reste à charge commune total	183 800,90 €	39,22%

Date et visa de la commune

M. le Maire,

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231215-2023\_083-DE